



Intelligence artificielle

L'UNSA prend acte du rapport de l'IGEDD et du document présenté au CSAM. Nous constatons que le déploiement de l'IA au sein du pôle ministériel n'est plus une perspective lointaine mais une réalité déjà engagée, avec 141 projets recensés, des outils déployés comme le PIAG ou SofIA, et une volonté affirmée d'accélération.

Nous ne sommes pas dans une posture de refus de l'IA. Ces technologies apportent des améliorations réelles : réduction de tâches répétitives, accès facilité à l'information, aide à la synthèse, amélioration de certains services publics ou appui à des missions techniques complexes. Mais le rapport de l'IGEDD lui-même souligne que les gains ne seront ni automatiques ni neutres. L'IA n'est pas seulement un outil technique : elle transforme les organisations, les métiers, les conditions de travail et les rapports hiérarchiques.

Nous partageons plusieurs alertes fortes du rapport.

D'abord, l'absence actuelle de vision claire sur les impacts humains et organisationnels. Le document reconnaît lui-même qu'il n'existe pas de véritable GPEC liée à l'IA et que les méthodes d'évaluation des impacts sur les métiers restent fragiles. Pourtant, des transformations profondes sont déjà engagées. Nous demandons donc que toute expérimentation ou généralisation d'outil IA fasse l'objet d'un examen préalable des conséquences sur les missions, les collectifs de travail, la charge réelle, les qualifications et les conditions d'exercice des agents.

Ensuite, nous attirons l'attention sur le risque de déqualification progressive des métiers. Le rapport évoque explicitement la perte d'expertise, la perte d'esprit critique et l'effet "boîte noire". L'administration ne peut pas déléguer à des systèmes l'interprétation de réglementations complexes ou la préparation de décisions pouvant avoir des conséquences importantes pour les usagers comme pour les agents. L'humain doit rester responsable de la décision et disposer du temps nécessaire pour contrôler, comprendre et contester les résultats produits par les outils d'IA.

Nous insistons également sur le risque d'intensification du travail. Le rapport rappelle qu'un mauvais déploiement de l'IA peut ajouter des tâches de commande, de contrôle et de vérification sans supprimer les anciennes. Nous refusons que l'IA devienne un nouvel outil de pression sur les délais, les objectifs ou les effectifs. Les éventuels gains de productivité doivent prioritairement servir à améliorer les conditions de travail, renforcer le service public et redonner du temps aux missions de fond.

La question des compétences est également centrale. Le rapport a raison de proposer un socle obligatoire de formation pour tous les agents. Mais cette formation doit être réalisée sur le temps de travail, accessible à tous les statuts et adaptée aux réalités métiers. Elle ne peut pas se limiter à une acculturation technique : elle doit aussi couvrir les risques juridiques, éthiques, environnementaux et psychosociaux liés à l'IA.

Nous partageons enfin les préoccupations sur les données, la cybersécurité, le "shadow IA" et l'impact environnemental. Il serait incohérent qu'un ministère chargé notamment de la transition écologique développe des usages massifs de l'IA sans évaluation systématique de leur coût énergétique et matériel.

Pour conclure, l'UNSA demande que le dialogue social ne soit pas réduit à une simple information. Le rapport parle d'un dialogue "agile, itératif et participatif" : cela doit se traduire concrètement par une consultation régulière des instances, un accès transparent aux projets en cours, des bilans partagés et de véritables clauses de revoyure.

Le sujet de l'IA engage l'avenir du travail dans notre ministère. Il ne peut pas être traité uniquement sous l'angle de la performance technologique. Notre responsabilité collective est de garantir que ces transformations restent au service des agents, des usagers et des missions du service public.